

Conjuguer l'efficacité économique, la bonne gestion des comptes publics, et la justice sociale, **c'est possible !**



Ce que nous disions avant les élections régionales, hélas, se produit. Le gouvernement avait, sans le dire publiquement, transmis à la commission européenne, un plan d'austérité de grande ampleur, avec le « gel » en valeur (c'est-à-dire la baisse en volume) des dépenses publiques et sociales pendant trois ans. Il l'annonce publiquement aujourd'hui, non seulement parce que les élections sont passées, mais essentiellement pour, dans le contexte de la crise grecque et européenne, faire accepter ce tour de vis radical. Il dit en quelque sorte aux Français « *Si vous ne voulez pas vivre la même chose, acceptez de vous serrer la ceinture* ». Bien entendu le déficit budgétaire est là, mais c'est la politique de Nicolas Sarkozy

qui l'a creusé comme jamais, en réduisant les impôts des plus riches, en favorisant le capital financier au détriment du travail. Or c'est l'inverse qu'il faudrait faire aujourd'hui, y compris pour réduire le déficit de l'État et des comptes sociaux : revenir sur le bouclier fiscal, sur les réductions d'impôts et les niches fiscales pour les plus riches, sur la loi TEPA et la défiscalisation des heures supplémentaires, qui non seulement ponctionne des milliards mais aussi agit contre l'emploi, relancer le pouvoir d'achat des ménages pour relancer la consommation, financer les aides aux chômeurs en fin de droits... Avec la droite, il y a l'inefficacité économique, la mauvaise gestion des comptes publics, et l'injustice sociale.

L'AGENDA

19 mai

► Entretiens de Solférino
Invité : François Bazin,
débat autour de son
ouvrage "Le sorcier de
l'Elysée" à partir de 18h30.
Renseignements et
inscriptions :
formation@parti-
socialiste.fr

20 mai

► Vote
Vote en section sur le
texte adopté par le Conseil
national du 27 avril " Pour
un nouveau modèle
de développement
économique, social et
écologique " de 17h à 22h.

29 mai

► Convention nationale
Convention nationale
" Pour un nouveau modèle
de développement
économique, social et
écologique ".

5 juin

► Rendez-vous
Colloque du CESC
sur le thème : *Quels
développements
scientifiques et
technologiques pour
quelle société ? Et
selon quels processus
démocratiques de
décision ?* À partir de 9h.
Renseignements
cesc@parti-socialiste.fr,
Tél. : 01 45 56 77 40.



Au Parlement

À l'Assemblée nationale

Les députés socialistes ont réaffirmé leur attachement aux valeurs républicaines de laïcité, de respect du droit des femmes et des personnes en se positionnant contre le port du voile intégral et en votant en faveur de la proposition de résolution présentée le 11 mai. S'agissant du projet de loi, le Président du groupe socialiste Jean-Marc Ayrault a rappelé que le groupe socialiste souhaitait une loi de « *concorde républicaine* », conçue sans précipitation, et réunissant l'ensemble de la représentation nationale. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, la procédure d'urgence sur le texte ayant été maintenue. Le groupe a donc décidé de proposer sa propre proposition de loi relative à une interdiction du voile intégral limitée à certains lieux publics. Comportant six articles, le texte rappelle que « *la République s'est construite non seulement par l'affirmation de droits et de libertés fondamentaux mais aussi par des interdits qui protègent le faible de l'oppression ou de l'excès de libertés de l'autre* ».

Au Sénat

À la suite du rapport sur les finances départementales remis le 22 avril au Premier ministre, la commission des finances du Sénat organisait une table ronde sur la situation financière des Conseils généraux, le 5 mai, en présence du ministre du Budget, François Baroin. Auteur d'une synthèse qui préconise un gel strict des concours de l'État aux collectivités, le député UMP, Gilles Carrez, a dû faire face à la colère des présidents de Conseils généraux. « *Les dépenses sociales explosent, s'est emporté Michel Dinet, Vice-président de l'ADF. En Meurthe-et-Moselle, le décalage, fin 2009, s'élevait à 153 millions d'euros, compensé par une hausse de la fiscalité. 45 millions supplémentaires viendront se greffer sur le budget 2010. À ce rythme, nous ne serons bientôt plus en mesure d'assurer le financement de l'APA, de l'APCH et du RSA* ». « *Les départements sont en danger, oui il faut y répondre au plus vite !* », a renchéri Claude Bartolone, patron du Conseil général de Seine-Saint-Denis, qui a fait des émules sur les bancs parlementaires. « *En 2010, ce sont 28 départements qui sont dans le rouge. Il y en aura 44 au bord du précipice en 2011* ».

LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

économique **social** et **écologique**

Résumé du texte adopté par le Conseil national du 27 avril 2010 et soumis au vote en section le 20 mai

Nous sommes face à une crise de civilisation, la faillite d'un système dominé par le capitalisme financier qui a laissé s'accumuler, depuis une trentaine d'années, de profonds déséquilibres économiques, sociaux, humains et écologiques.

Cette crise de civilisation est la conséquence de quatre grands déséquilibres qui se sont creusés pour aboutir à l'explosion en 2008 :

- **L'emprise croissante de la finance qui soumet notre économie à la voracité d'une minorité et à la tyrannie du court terme.**
- **L'explosion des inégalités qui fait se côtoyer l'hyper-richesse et la précarité.**
- **Le déficit de régulation des échanges mondiaux qui a lancé les pays et les États dans une concurrence acharnée.**
- **La crise environnementale, provoquée par notre modèle de croissance fondé sur la surexploitation des ressources naturelles et qui conduit à la réduction de la biodiversité et au changement climatique.**

Nous sommes à la fin d'une époque, mais les droites libérales et conservatrices refusent de prendre la mesure de la situation. Elles aggravent la crise actuelle et préparent les crises futures.

Pour retrouver le sens du progrès, il faut s'attaquer aux causes de la crise. C'est la mission de la gauche, car elle seule peut porter une vision alternative.

Nos valeurs sont au cœur du nécessaire changement de modèle : l'égalité, la justice, le progrès social, la prise en compte du long terme, l'écologie, la régulation, la démocratie politique et sociale, l'internationalisme, l'engagement européen. Ce sont ces valeurs qui permettront de construire un monde à la fois plus juste et plus durable. À nous d'inventer, dès aujourd'hui, ce nouveau modèle économique, social et écologique.

Pour cela, il faut répondre à trois questions, qui constituent le plan du texte :

- **Que produire ?** C'est le nouveau modèle productif fondé sur une nouvelle politique industrielle, une agriculture viable et responsable et l'accès aux biens communs.

- **Comment produire ?** C'est valoriser le travail, préserver l'environnement et mettre la finance au service de l'économie.

- **Comment distribuer ?** Cela veut dire mieux partager les richesses, favoriser les services publics et donner à chacun les moyens de maîtriser sa vie.

Les réponses à ces questions correspondent à six exigences qui constituent les clefs du nouveau modèle.

Les clefs du nouveau modèle

1) La priorité au long terme plutôt que la tyrannie du court terme

Nous voulons privilégier l'investissement sur les dividendes et la spéculation pour permettre la mutation vers une économie de projet. Cela veut dire consacrer davantage de ressources aux activités qui préparent l'avenir : l'éducation, la recherche, l'innovation, le développement des infrastructures, la sobriété énergétique.

Le Pôle Public d'Investissement Industriel (2P2I) permettra de piloter et de financer une véritable politique industrielle volontariste qui fera de la France une grande nation industrielle et innovante. La mise en place d'un comité prospectif, réunissant des chefs d'entreprise, des universitaires et des chercheurs, nous permettra de retrouver le sens de l'anticipation.

Cela signifie aussi encourager la mutation écologique de nos sociétés tout en garantissant la justice sociale – c'est le sens de la social-écologie. Le temps du gaspillage, de l'avidité court-termiste et du consumérisme outrancier est révolu. Nous devons faire le choix d'un développement respectueux de la planète et des générations à venir. Notre nouveau modèle devra être plus sobre en ressources : d'ici 2020, nous devrons avoir réduit de 20% nos émissions de CO₂. Nous devons aussi diversifier nos approvisionnements énergétiques, 23% de notre production devra être renouvelable. La TVA écomodulable sera un puissant levier pour modifier les modes de consommation et de production.

De même, en matière agricole, nous devons privilégier les enjeux nutritionnels, relocaliser nos productions et donner enfin les moyens aux agriculteurs de vivre décemment de leur activité.

2) La justice plutôt que la captation des richesses par une minorité

Avec la libre concurrence érigée en dogme, nos sociétés sont devenues de plus en plus inégalitaires. Nous assumons notre volonté de répartir autrement les richesses entre le capital et le travail, de réduire l'écart des rémunérations, et de lutter contre le transfert continu des risques vers les salariés, notamment les plus précaires. L'urgence reste pour nous l'augmentation des salaires. Pour cela, nous voulons qu'une conférence salariale se tienne chaque année. Nous instituerons une modulation des cotisations sociales des entreprises en fonction de la conclusion d'un accord salarial. La revalorisation du SMIC sera au cœur de notre politique salariale.

Nous voulons imposer aux entreprises avec participation publique au capital une échelle des salaires qui soit comprise entre 1 et 20, pour limiter l'explosion des plus hauts revenus et encourager l'augmentation des bas salaires. Il faudra aussi, enfin, garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

C'est aussi grâce à une véritable révolution budgétaire et fiscale que nous parviendrons à répartir les richesses de manière plus équitable et à gérer la situation dégradée des comptes publics : fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG pour constituer un grand impôt citoyen sur le revenu, vraiment progressif et prélevé à la source, création d'une véritable imposition du patrimoine, modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'utilisation des bénéfices (investissements et redistribution plutôt que dividendes), concentration des avantages fiscaux vers les PME...

3) Le bien-être plutôt que le tout avoir

La société de l'avoir favorise une frénésie de la consommation qui appauvrit tout le monde : société du jetable, société de l'épuisement des ressources, société de l'insatisfaction. Il faut engager la mutation de nos sociétés vers la valorisation du bien-être au lieu du « tout avoir ». Il s'agit de répondre aux besoins essentiels de la personne humaine et de permettre son émancipation en garantissant à toutes et à tous la dignité et les droits à la santé, au logement et à une éducation de qualité.

Nous devons aussi évaluer la performance économique différemment. Par exemple, la commande publique sera soumise à une notation social-écologique des entreprises.

4) Les biens publics et la solidarité plutôt que l'individualisme

Une société du bien-être, c'est aussi une société qui prend soin des biens collectifs – énergie, eau, environnement, vivant –, une société qui favorise le développement des services publics et des réponses solidaires – la protection sociale – au lieu d'abdiquer devant la spirale infernale de l'individualisme et de la marchandisation. Cela passe par un État

plus juste qui fasse contribuer tout le monde équitablement à l'effort de solidarité et qui apporte des réponses plus individualisées. C'est une nouvelle articulation entre individu et État qu'il faut construire. Un État qui élargit les choix, qui permet aux individus de choisir et de maîtriser leur vie. Renforcer le rôle de l'État, c'est aussi assurer le redressement des comptes publics. L'efficacité de l'outil budgétaire, déjà amoindrie par le poids du paiement des intérêts, finira par disparaître si les comptes publics ne sont pas assainis.

Notre politique permettra le retour de la croissance, qui améliorera la situation des finances publiques. Nous accompagnerons ce retour de la croissance d'un plan de désendettement. Le financement de nos politiques nouvelles et ce nécessaire redressement des comptes publics supposeront la mobilisation de nouvelles ressources : notamment la suppression des mesures fiscales de la droite, à commencer par le bouclier fiscal, la suppression d'une partie des niches fiscales et sociales et l'élévation de la fiscalité sur le patrimoine.

Nous voulons également soutenir l'Économie sociale et solidaire qui doit devenir un pilier de notre nouveau modèle de développement.

5) Donner les moyens de maîtriser son destin

L'inquiétude la plus partagée en ce début du XXI^e siècle est sans aucun doute celle de la perte de maîtrise de sa vie et de son avenir. Perte de maîtrise au travail, perte de maîtrise de l'avenir, perte de maîtrise de ses choix quotidiens. Nous devons construire les protections et inventer les nouveaux droits qui permettront de desserrer cet étau qui enserre les individus : par exemple, le droit au logement, qui reste virtuel ; le droit à la sécurité sociale professionnelle avec la création d'un compte formation pour chaque Français-e qui sera crédité au début de la carrière, à proportion inverse de la durée d'étude. Abondé au fur et à mesure, il permettra à tous les salariés de progresser dans leur vie professionnelle. C'est aussi le droit à l'autonomie des jeunes ; le droit au premier emploi ; le droit à la santé qui se dégrade ; le droit à la vieillesse décente pour les plus âgés.

6) La société créative plutôt que la société de la fausse performance

Nous vivons dans une société de la pseudo-performance qui s'est fait une doctrine de la mise sous pression des individus, réputés alors plus efficaces. L'expérience montre, chaque jour, que cette voie ne mène nulle part. Individuellement, elle crée des souffrances intolérables. Collectivement, une société sous pression est une société stérile, incapable de créer, d'innover et donc d'être vraiment créatrice de richesses sur le long terme. Pour cela, il faut favoriser la création qui a besoin de temps, de liberté, de loisirs, de coopérations, d'expériences. L'enjeu est de

permettre à un nombre croissant de citoyens de devenir acteurs de leur présent et de leur avenir. En matière d'innovation, nous voulons être particulièrement attentifs aux PME et aux TPE qui sont bien les structures les plus créatives. Small Business Act, démarche par filières, partenariat entre les pôles de recherche et le tissu économique local, seront autant de mesures et de structures qui permettront de développer et de soutenir les PME innovantes, créatrices d'emplois et de richesses. Afin de remettre la finance au service de l'économie réelle, nous devons imposer des règles : interdiction des produits financiers les plus dangereux, limitation de la taille des établissements bancaires et séparation des banques de dépôt et d'investissement à l'image du plan Volcker (Conseiller du Président Obama), agence de notation publique et taxe sur les transactions financières.

Un nouveau contrat social européen pour une mondialisation solidaire et maîtrisée

Cette mutation de notre modèle de développement ne sera possible que si nous l'accompagnons d'une redéfinition des échanges dans le monde. Nous voulons passer d'un libre-échange dérégulé et dévastateur, qui met en concurrence les hommes et les États, à un « juste échange » qui soit moteur d'un co-développement harmonieux et enfin synonyme de progrès pour tous.

C'est en remplaçant le commerce au service du développement, de la justice et du progrès que nous parviendrons à faire naître une mondialisation régulée et solidaire. Dans le contexte de concurrence mondiale, le « juste échange » sera possible si nous mettons en place des contributions environnementales et sociales aux frontières de l'Union pour lutter contre le dumping social, fiscal et environnemental.

L'OMC, qui devra être soumise à l'ordre juridique de l'ONU, et l'Union européenne doivent garantir aux pays les plus pauvres et les moins avancés des clauses de sauvegarde leur permettant de diversifier et développer leur économie avant d'être livrés à une libéralisation trop rapide des échanges. La réforme de la FAO, la diffusion des technologies agricoles et la fin de la spéculation sur les denrées alimentaires constituent un préalable à l'amorce d'un juste échange entre le Nord et le Sud.

De même en Europe, nous devons reprendre notre destin en main. Nous avons besoin d'une stratégie européenne que seul un véritable Gouvernement économique pourra impulser. L'Eurogroupe et le pouvoir politique doivent prendre toute leur place face à la BCE. Nous aurons besoin d'une Agence européenne de l'innovation industrielle (AE2I) adossée à la Banque européenne d'investissement (BEI) pour faire émerger les champions industriels de demain. Le Fonds monétaire européen devra aussi protéger les États membres qui sont en difficulté. Le secret bancaire devra être interdit dans l'Union européenne.

PS



Bouclier fiscal : Nicolas Sarkozy et l'UMP ont envoyé en 2009 aux 16 350 contribuables les plus favorisés un chèque de 34 814 € en moyenne

	<small>Payer contre ce chèque, non endossable, sauf au profit d'une banque ou d'un organisme visé par la loi</small>	
<u>Trente-quatre mille huit cent</u>		
<u>quatorze euros</u>		€ 34 814
<u>A Bénéficiaire du bouclier fiscal</u>		
Payable en France	Monsieur Nicolas Sarkozy	A: <u>Neuilly sur Seine</u>
Agence Bercy 139 rue Bercy 75012 Paris	55 rue du Faubourg-Saint-Honoré 75008 Paris	Le: <u>12 mai 2010</u>
		<u>Nicolas Sarkozy</u>

Avec Nicolas Sarkozy,
l'austérité c'est toujours pour les mêmes

NOUS, SOCIALISTES, DISONS QUE CE N'EST NI EFFICACE ÉCONOMIQUEMENT NI JUSTE

Nous demandons la suppression du bouclier fiscal, faute économique et injustice sociale qui creuse les inégalités et les déficits.

Alors que le gouvernement impose la rigueur, nous demandons le versement de 200 euros à 16 millions de ménages modestes, en remboursement de TVA pour relancer la consommation.



Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste,
10 rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

email

Tél

Adresse

code postal

Ville